

9<sup>ème</sup> amendement porté par Interco80 – Arnaud ESPEL  
Contré par S3C Francilien  
Avis confédéral CONTRE par Frédéric SEVE

**Articles : 3.7.2.2.**

Texte article : Pour la CFDT, l'allongement de l'espérance de vie peut justifier une augmentation de l'âge moyen de liquidation. Toutefois, pour des raisons d'équité la CFDT revendique le maintien du dispositif carrière longue et privilégie l'allongement progressif de la durée de cotisation, comme dans la loi Touraine de 2014.

Propositions de modification : Pour la CFDT, l'allongement de l'espérance de vie ne peut justifier une augmentation de l'âge moyen de liquidation. Pour des raisons d'équité, la CFDT revendique le maintien du dispositif carrière longue sans l'allongement progressif de la durée de cotisation, comme dans la loi Touraine de 2014.

Commentaires : L'allongement de la durée de vie n'est pas un critère objectif d'augmentation de l'âge moyen de liquidation. Augmenter la durée de cotisation est une mesure qui, par exemple, si elle était retenue, ne justifierait pas pour les personnes ayant commencé à travailler tôt, de partir plus tard. Par ailleurs, l'équilibre du système était assuré avant la Covid dont la surmortalité des séniors n'a pas du aggraver le financement des régimes de retraite. La CFDT prône une réforme systémique et non une réforme paramétrique comme cet amendement originel aurait pu le laisser penser.

\* \* \*

Mes très cher.es camarades,

Parler retraite est toujours un enjeu important pour la CFDT, parce que c'est un moment clé pour les femmes et les hommes dans la société.

Notre système de retraite par répartition doit être vu comme un contrat social, un contrat entre générations, un contrat au sein d'une société, entre toutes celles et tous ceux qui y participent. Or, pour que ce contrat emporte l'adhésion, il doit être vu comme quelque chose de juste.

Sauf que le système actuel est d'une totale injustice par exemple pour les femmes, pour les polypensionnés, pour celles et ceux qui sont plus près du bas de l'échelle sociale que du haut.

Alors à la CFDT, nous avons la prétention de donner du sens à ce système, de le rendre plus équitable, plus cohérent, plus juste, garant d'un juste pouvoir de vivre... aussi et surtout pour qu'il demeure un contrat de société, et qu'il puisse être accepté par chacune et chacun d'entre nous.

Le syndicat CFDT Interco de la Somme a déposé un amendement sur l'article 3.7.2.2. car nous ne souhaitons pas voir dans notre future résolution confédérale une phrase qui affaiblit le sens du reste du texte, et qui pourrait même alimenter une réforme injuste, surtout en ce moment.

Notre syndicat n'est pas le seul à penser ainsi : cet amendement ressemble fort à ceux des syndicats Interco de Maine-et-Loire, du Nord, de la Sarthe, des Hauts-de-Seine, des Santé-Sociaux de Maine-et-Loire, du Rhône, de Rouen-Dieppe-Elbeuf et des Chimie-Energie du Dauphiné-Vivaraïs ou d'Alsace.



Vous-mêmes, lundi et mardi, avez été nombreuses et nombreux à vouloir alerter sur la problématique de la réforme des retraites.

Dans le projet de résolution, il est inscrit « *Pour la CFDT, l'allongement de l'espérance de vie peut justifier une augmentation de l'âge moyen de liquidation* ». Et dans la phrase suivante, la CFDT accepterait l'allongement de la durée de cotisation, de préférence s'il est progressif.

Eh bien mes cher.es camarades, ces phrases nous interrogent, elles ont fait débat, et au final elles nous gênent terriblement.

**Pouvons-nous voter un texte qui présente une ambiguïté : l'observation de l'augmentation de l'âge moyen de liquidation justifierait-elle une future loi pour allonger encore la durée de cotisation ?**

La loi Touraine de 2014 ne produira tous ses effets qu'en 2034. L'allongement de la durée de cotisation qu'elle prévoit est donc déjà une réalité, qu'on évite soigneusement de rappeler aux travailleurs ! Il faudra alors travailler 43 années pour les générations nées en 1973 et après pour partir en retraite sans décote. Si nous acceptons un nouvel allongement de durée de cotisation, cela conduirait à devoir travailler 44, 45 ans, voire plus ? Augmenter la durée de cotisation décalera également l'année d'obtention du taux plein. Le choix pourrait être alors, soit de partir en retraite plus souvent à 67 ans ou même à 70 ans, soit d'accepter les décotes et ne plus vivre décemment après des décennies de travail... Aujourd'hui, l'augmentation de l'âge moyen de liquidation résulte déjà de la recherche d'avoir une retraite suffisante pour vivre...

**Alors que la CFDT demeure le fer de lance d'une ambitieuse réforme systémique, est-ce bien à nous, et surtout est-ce bien le moment, de revenir sur les paramètres ?**

Certes, l'allongement de la durée de cotisation est moins injuste qu'un âge de départ identique pour tous, alors qu'on ne commence pas à travailler au même âge. Mais nous avons voté au congrès de Tours que : « *Les gains d'espérance de vie doivent faire l'objet d'un partage équilibré entre durée de cotisation supplémentaire ouvrant le droit à une retraite à taux plein et temps de retraite supplémentaire.* » Or depuis 2020, l'espérance de vie des femmes a reculé de près de 3 mois, celle des hommes de 5 mois. Merci le Covid.

Quitte à parler d'espérance de vie, devons-nous parler du COMBIEN de cette espérance, ou du COMMENT ? Vivre plus longtemps, peut-être, mais est-ce pour vivre plus malades, moins dignement aussi ? Le projet de résolution lui-même, au 3.7.2.1. juste avant, pointe fort justement les « *différences sociales d'espérance de vie, en particulier l'espérance de vie en bonne santé.* »

L'allongement de la durée de cotisation est déjà en cours, il est suffisant : il est maintenant grand temps d'en négocier les contreparties que sont la prise en compte plus complète et plus juste des pénibilités, et d'obtenir des engagements sur l'emploi des seniors !

N'oublions pas que le système de prise en compte de la pénibilité, le C3P, mis en place par la loi Touraine a été sérieusement raboté lors du dernier quinquennat. Il faut impérativement l'améliorer, faute de quoi une durée de cotisation presque identique pour tous reste très injuste pour celles et ceux qui exercent les travaux les plus pénibles.

J'entends et je lis Marylise, Frédéric ou Laurent plaider à juste titre l'inacceptable départ en retraite à 65 ans.

Alors ne laissons pas le gouvernement parvenir au même résultat par une nouvelle augmentation de la durée de cotisation ! et surtout .... Surtout..., ne laissons pas penser que la CFDT est sur cette même ligne !

Notre résolution ne doit se concentrer que sur le système de la retraite que nous voulons.

Ne nous cachons pas derrière notre petit doigt, nos collègues nous écoutent, nos collègues nous attendent, disons-leur clairement notre objectif d'un contrat juste et équitable. Disons-leur clairement le choix d'une CFDT prête à parler du système plutôt que de ses paramètres. Disons-leur clairement que la CFDT ne peut envisager, accepter et encore moins assumer l'idée d'une nouvelle augmentation de la durée de cotisation et donc de l'âge moyen de départ à la retraite, quand celui-ci est dicté le plus souvent, nous le savons bien, par l'impératif d'avoir un montant de retraite qui permette de vivre dignement.

1 Mn.

Mes chers camarades, je vous demande donc de soutenir l'amendement du syndicat CFDT Interco de la Somme qui vise à affirmer que l'allongement de l'espérance de vie ne peut justifier une augmentation de l'âge moyen de liquidation. Pour des raisons d'équité, la CFDT revendique le maintien du dispositif carrière longue sans l'allongement progressif de la durée de cotisation.

Notre amendement n'est pas parfait, et j'en conviens. Un des 9 autres aurait sans doute mieux fait l'affaire. Il est néanmoins bien plus clair que le texte initial, qui affaiblit un projet de résolution ambitieux à un moment mal choisi, et affaiblit notre opposition au report de l'âge légal actuellement en débat.

Quoi qu'on vous dise, il n'est pas irresponsable, bien au contraire, de refuser aujourd'hui un allongement de la durée de cotisation... surtout au vu du contexte et des difficultés ou de la fatigue professionnelle dont nous ont parlé de très nombreux camarades dans leurs interventions au cours de ce congrès.

Quoiqu'on vous dise, nous ne sommes pas dans la ruse ou la stratégie ... mais bien dans la réalité ! La réalité des travailleuses et des travailleurs. Aussi, nous vous affirmons toute l'ambiguïté de cette phrase que notre amendement se propose de rectifier.

Je vous demande donc de voter **POUR** notre amendement.

MASSIVEMENT!

Je vous remercie.